

LE JOUR, 1945
31 mai 1945

POUR LA PAIX DE LA FOI

Quelque désir que nous ayons de le faire, nous ne nous occuperons pas de politique religieuse ce matin ; (encore moins d'empiètements du religieux sur la politique). C'est une matière délicate entre toutes et qu'il vaut mieux réserver tant que les circonstances n'imposent pas aux laïcs de s'en occuper à leur tour. Nous sommes de ceux-là qui, sur le plan religieux, n'ont pas leur drapeau dans leur poche ; et nous professons pour la hiérarchie le respect profond que l'on sait. Nous disons seulement que la politique religieuse et la politique tout court ne doivent pas se confondre et qu'au Liban comme en Syrie, la structure même de la nation et les circonstances avec elle, imposent une sagesse qui pourrait être moins impérieuse ailleurs.

Le fait d'opiner sur le fond de la politique d'un pays quand on est un chef spirituel suppose, avec une préparation minutieuse, une exceptionnelle prudence, une exceptionnelle clairvoyance. Cela suppose aussi que le spirituel ne s'aventurera pas imprudemment, de bonne foi sans doute, sur les platebandes du temporel.

Mais ne voit-on pas que la situation où nous sommes appelle une solution d'ensemble ? Les avantages seraient sensiblement accrus et les risques sensiblement diminués (de toutes les démarches du haut clergé), si le Liban indépendant et souverain était reconnu par le Saint-Siège vers lequel en définitive nous nous tournons toujours, apprenait combien est délicate et sensible notre situation, en considérant combien il importe que soient pesés et mesurés les actes des chefs. Les choses de la politique extérieure impliquent parfois tant de connaissances et tant de nuances qu'on ne saurait en faire, sans danger positif, l'objet de délibérations improvisées. Nulle part on n'enseigne cela avec plus de force qu'au Vatican.

Que les prélats chez nous aient raison ou qu'ils aient tort, qu'ils agissent de façon opportune ou inopportune, il est manifeste qu'en s'engageant (et nous devons rappeler ici la diversité de leurs origines et de leurs nationalités), ils engagent jusqu'à un certain point sur le terrain politique, l'Eglise tout entière ; et cela, on nous l'accordera, est plein d'écueils et de périls.

Les intérêts supérieurs de l'Eglise en Orient appellent une sérénité et une objectivité que tous les chrétiens souhaitent de tout leur cœur et de toutes leurs pensées. Ici nous voulons que la paix règne, la paix de Dieu, la paix de la foi, la paix de l'amour ; nous ne ferions rien de bon avec des malentendus et des discordes. Ici, nous connaissons mieux qu'ailleurs la vertu de la patience et du temps.

En demandant encore que le Liban soit mis en mesure de converser officiellement et directement avec le Siège Apostolique, en espérant pour le Liban, ce qui se prépare pour l'Egypte elle-même, nous avons conscience de servir notre pays et de nous mettre délibérément au service du spirituel dont nous sommes les premiers à reconnaître la primauté.